Aidspan
Independent observer of the Global Fund

POURQUOI LES CIRCONSCRIPTIONS AFRICAINES ONT-ELLES VOTÉ NON AU CADRE STRATÉGIQUE DU FONDS MONDIAL ?

Le 22 juillet, le Conseil du Fonds mondial a voté l'approbation du Cadre stratégique du Fonds mondial. Les circonscriptions d'Afrique orientale et australe (ESA) et d'Afrique occidentale et centrale (AOC) ont voté contre. Ce vote n'empêche pas la poursuite du développement de la stratégie. Mais nous voulions transmettre, dans les termes les plus forts possibles, l'importance de plusieurs points que nos représentants ont fait valoir depuis le Forum de partenariat qui s'est tenu en mars 2021. Le Fonds mondial a publié le rapport de ce processus, qui contient notre contribution. Pourtant, jusqu'à présent, nos points ont été négligés.

1. Le cadre stratégique actuel ignore les gouvernements chargés de la mise en œuvre

Les gouvernements chargés de la mise en œuvre sont considérés comme des circonscriptions dans la gouvernance du Fonds mondial, au même titre que les autres. Ils sont au nombre de sept, et en tant que tels, ils sont représentés au Conseil d'administration et au sein de nos circonscriptions. Etonnamment, ce projet de cadre stratégique ignore le rôle des gouvernements qui mettent en œuvre. Et nous estimons que c'est une mauvaise idée. Dans notre partie du monde, les gouvernements élaborent les politiques, les réglementations et fournissent les ressources domestiques ; la majorité de la population de nos pays reçoit ses soins dans des établissements publics. Dans la pratique, les institutions gouvernementales en Afrique gèrent une part importante des subventions, soit en tant que bénéficiaires principaux, soit en tant que sous-bénéficiaires.

Nous sommes convaincus que nous devons travailler ensemble pour obtenir l'impact que nous souhaitons. Nous ne cherchons pas à évincer d'autres circonscriptions. Mais c'est un fait que les organisations de la société civile ne peuvent pas remplacer les gouvernements, surtout en Afrique

subsaharienne.

Le Fonds mondial est ancré dans un partenariat avec les gouvernements chargés de la mise en œuvre, les organisations de la société civile, les communautés de personnes vivant avec ou affectées par les maladies, les partenaires techniques et les donateurs. Aussi lourd que cela puisse paraître parfois, ce partenariat doit perdurer.

2. Les arguments en faveur d'une allocation pour des systèmes de santé résilients et durables

Nos circonscriptions ont toujours demandé une allocation autonome pour le renforcement des systèmes de santé, qui se concentrera sur les domaines connexes aux activités du Fonds mondial : systèmes de données et de laboratoires, chaînes d'achat et d'approvisionnement, systèmes communautaires liés aux systèmes nationaux. La nécessité d'une allocation spécfique pour soutenir les avancées en matière de VIH, de tuberculose (TB) et de paludisme (HTM) et les systèmes de santé nous semble évidente.

Par exemple, des recherches récentes publiées par l'Institut national américain de la santé indiquent que les personnes vivant avec le VIH (PVVIH) sont 12 fois plus susceptibles de développer un lymphome non hodgkinien, trois fois plus susceptibles de développer un cancer du col de l'utérus, quatre fois plus susceptibles de développer un diabète. Ces résultats sont basés sur des recherches menées dans des pays occidentaux dotés de systèmes beaucoup plus avancés que les nôtres. Malheureusement, la multi-morbidité du VIH et d'autres maladies chroniques pourrait causer des dégâts bien plus importants dans notre partie du monde dépourvue de systèmes de santé robustes et dotée de systèmes verticaux pour lutter contre le VIH, la TB et le paludisme.

La " Déclaration de consensus sur le rôle des systèmes de santé dans la promotion du bien-être à long terme des personnes vivant avec le VIH ", récemment publiée, souligne l'importance des systèmes de santé centrés sur les personnes. Elle appelle " les parties prenantes des gouvernements, de la société civile, de la recherche, des soins de santé et des secteurs sociaux et juridiques à unir leurs efforts pour aider les personnes vivant avec le VIH à atteindre un bien-être optimal ".

En l'absence de systèmes de santé plus solides, les personnes pour qui le monde dépense des ressources inestimables sdécèdent d'autres maladies chroniques qui ne sont pas traitées dans les programmes verticaux de lutte contre le VIH, la TB et le paludisme.

3. Le bon équilibre entre l'assurance fiscale et programmatique

Le cadre stratégique du Fonds mondial est muet sur l'atteinte d'un juste équilibre entre l'assurance fiscale et programmatique. Un tel équilibre est nécessaire pour améliorer les résultats des programmes en Afrique de l'Ouest et du Centre et dans les pays fragiles. Dans nos circonscriptions, les mêmes procédures et processus ne peuvent pas donner les mêmes résultats au Burkina Faso qu'en Afrique du Sud, par exemple, compte tenu des différences de revenu par habitant, du fardeau des maladies, de la disponibilité des ressources humaines pour l'administration et la santé, de la différence d'infrastructures et de soins de santé, de la fragilité des États. Nous reconnaissons que le Fonds mondial discute de cette question, mais elle devrait être mentionnée dans le cadre stratégique afin qu'elle puisse être développée et mise en œuvre au cours des six prochaines années.

Nous avons reçu l'assurance que nos préoccupations seront discutées en détail dans le narratif de la stratégie. Nous l'espérons car nous avons vraiment besoin du Fonds mondial pour aider les responsables de la mise en œuvre des gouvernements, les communautés, les organisations de la société civile à sauver des vies menacées par le VIH, la tuberculose et le paludisme. Mais comme le dit le proverbe africain : "Si tu veux aller vite, va seul ; si tu veux aller loin, marchons ensemble".

Read More